



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

État, économie et société coloniale à Madagascar : de la fin du XIX^e siècle aux années 1940 / Jean Fremigacci
éd . Karthala, 2014
cote : 60.324

Considéré comme l'un des bons historiens de Madagascar, où il a longtemps enseigné, l'auteur est assez souvent interrogé par les rares médias qui s'intéressent, hors faits divers et crises justifiant une attention momentanée, aux événements d'actualité qui concernent ce pays. Dans ces entretiens ou contributions, il rappelle souvent les racines anciennes desdits événements.

C'est l'une des raisons qui devraient inciter le lecteur potentiel à se plonger dans l'ouvrage sous revue : son titre est explicite, puisqu'il semble ne concerner que la période de la domination coloniale française. Mais, comme le dit la « quatrième de couverture », au moment de la conquête, en 1895, « le gouvernement des Français a dû assumer le fardeau d'une société coloniale déjà largement constituée à la veille de la conquête française... ». En d'autres termes, ce n'est donc pas sur dix-huit tribus tardivement unifiées par la royauté merina des Hauts-Plateaux que la France a dû asseoir son autorité, mais sur dix-neuf puisque préexistait déjà les premiers éléments ce qui deviendra au temps de la colonisation « une oligarchie coloniale et un petit colonat ».

Car si Madagascar ne fut pas réellement une colonie de peuplement, à la fin de la période considérée, ce colonat comprenait une petite quarantaine de milliers de membres. D'où, dans les quelques premières années de l'Indépendance, la fiction de la « dix-neuvième tribu » notamment promue par le Président Tsiranana.

Prévenons le lecteur : il ne s'agit pas ici d'un ouvrage de vulgarisation au sens (honoré) d'un « Que sais-je ? ». C'est également un document sévère pour ce que fut la période coloniale, d'une sévérité qui, pour ne pas être sommairement polémique, décrit sans complaisance ce que furent, au-delà des discours officiels, les malentendus et les erreurs d'appréciation d'un pouvoir colonial largement influencé par tout ou partie de la « dix-neuvième tribu ».

Le premier chapitre introductif annonce immédiatement le premier de ces « malentendus », il s'intitule « Le Malgache colonisé, une création du colonisateur ».



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Une première partie, « Le pouvoir face à ses sujets », traite de la contradiction entre le « discours mythique et les réalités », étant naturellement entendu que le premier était sans rapport avec les secondes. Suit une analyse de l'administration coloniale, dont l'auteur souligne l'aspect oppressif. L'auteur évoque ensuite l'expérience d'une sorte de « protectorat intérieur » dans la province de Tuléar, au début du XX^e siècle, comment et pourquoi elle échoua et comment l'on en revint à une administration directe.

Cette première partie traite également des premières tentatives de « parlement colonial » dans les années 1920 (les guillemets sont nécessaires, tant fut modestement doté de pouvoirs ce « parlement »), son investissement par l'oligarchie coloniale et l'effacement des représentants malgaches, lesquels y firent cependant un premier apprentissage politique qui devait plus tard conduire à une véritable classe politique, qui conduira les revendications que l'on sait face à la fois au pouvoir colonial et au colonat.

Ce n'était sans doute pas le projet de l'ouvrage mais il eût peut-être été intéressant de faire une comparaison, même rapide, avec ce que furent en Indochine et en Afrique les expériences similaires : y retrouve-t-on les mêmes caractéristiques et les mêmes revendications ?

Une deuxième partie traite des moyens et méthodes de « la mise en valeur ». Là encore, les guillemets ont du sens. Car, avant que l'on ne commence à parler, à partir du début des années 1950, de « développement », la « mise en valeur » fut à la fois un slogan, une politique économique, un projet politique de nature à justifier la domination coloniale. Une brève référence à la définition ambiguë de cette formule eût sans doute été intéressante. Il est vrai que l'auteur, à travers l'histoire du travail forcé, du travail pénal, des querelles entre administrateurs et techniciens, d'exemples particuliers (la construction du chemin de fer Tananarive - Antsirabé), en donne une fort intéressante illustration.

Suivent deux « monographies » sur d'autres aspects de la « mise en valeur » : une « économie de la délinquance », celle de l'exploitation forestière (ce n'est pas dit par l'auteur mais cette « délinquance » s'est poursuivie bien après l'indépendance, elle n'est certes pas propre à Madagascar); la conquête du marché français par le café malgache.

La troisième partie est plus spécifiquement consacrée aux colons, à leurs problèmes (exploitation des indigènes mais aussi l'insécurité criminelle très souvent réelle et permanente). Trois chapitres seront consacrés au récit d'expériences provinciales de colonat.

Une brève allusion est faite *in fine* à des « minorités commerçantes étrangères, Grecs et Indiens », dans la mesure où, très tôt, ils se situent plutôt du côté des « dominants » que des « dominés ».

Cet ouvrage a vocation à devenir une bonne référence à tous ceux qu'intéresse l'histoire de la période coloniale à Madagascar, malgré les quelques réserves émises dans les lignes qui précèdent.



Académie des sciences d'outre-mer

Reste, pour tous ceux qui ont connu, peu ou prou, Madagascar avant et après 1960, une question lancinante à laquelle cet ouvrage n'avait pas vocation à répondre mais à laquelle il aurait pu apporter des éléments d'appréciation : ce pays était et reste finalement plus proche de certains pays d'Asie du Sud-Est que des pays africains voisins ou lointains, en termes de sociologie, d'histoire, de savoir-faire agricoles et artisanaux, d'éducation, de ressources minières, voire énergétiques, et d' « élites anciennes » mais bien formées au monde moderne; comment se fait-il qu'il demeure aujourd'hui parmi les plus pauvres du monde et d'une instabilité politique chronique ?

Le temps n'est plus où la responsabilité du colonisateur est engagée, quelles que soient les erreurs qu'il a pu commettre autrefois. Le lecteur « honnête homme » ne trouvera pas la réponse à la question d'aujourd'hui dans l'ouvrage de J. Fremigacci mais il y trouvera de quoi nourrir sa réflexion sur base solidement documentée.

Jean Nemo